

Chambre des Représentants.

SESSION DU 14 MAI 1924.

PROJET DE LOI SUR LA POSITION ET L'AVANCEMENT DES OFFICIERS (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. **RICHARD**.

MESSIEURS,

L'article 66 de la Constitution donne au Roi le droit de conférer les grades dans l'armée; l'article 118 porte que le mode de recrutement de l'armée est déterminé par la loi, et que celle-ci règle également l'avancement, les droits et les obligations militaires.

Ces dispositions constitutionnelles ont donné naissance aux lois du 16 juin 1836 sur la position et l'avancement des officiers; c'est donc d'après ces dispositions légales qu'est formulé le projet de loi que votre Commission spéciale vient d'examiner.

Lorsqu'on étudie les dispositions législatives du 16 juin 1836, sur la position et l'avancement des officiers, on est frappé de la sagesse des principes qui ont guidé le Gouvernement et le législateur de cette époque pour doter l'armée et le

(1) Exposé général, n° 448 de 1921-1922.

Projet de loi, n° 144 de 1922-1923.

Amendement, n° 202.

(2) Composition de la Commission spéciale :

a) Les membres de la Commission permanente de la Défense Nationale : MM. **PIRHEZ**, président; **BERLOZ**, **BOVESSE**, **BRIFAUT**, **BOYL**, **DE BURLET**, **DE GÉRARDON**, **DEVEZE**, **DU BUS DE WARNAFFE**, **EERELERS**, **ERNEST**, **FIEULIEN**, **HOEN**, **HUYSHAUWER**, **MANSART**, **MARCK**, **MISSIAEN**, **PIERCO**, **RICHARD**, **THEELEN** et **VANDENEULEBROUCKE**.

b) Six membres nommés par les sections : MM. **GOLLIER**, **SINZOT**, **CUELENAER**, **VANDEN EYNDE**, **JANSON** et **MAENHAUT**.

pays d'une œuvre législative qui, tout en garantissant les droits et en assurant la position de l'officier, fortifiait l'action du Gouvernement et augmentait la valeur de la jeune armée de 1836.

Ces mesures législatives apparaissent en l'occurrence comme une charte accordée par l'État à une catégorie de citoyens, en raison de leur longue préparation en vue d'acquérir les connaissances spéciales qui constituent la science des choses militaires.

Votre rapporteur estime faire chose utile et aussi opportune en vous citant, à ce propos, les passages suivants extraits des documents résultant du projet de loi présenté au nom du Gouvernement, à la séance du 6 avril 1835, le général B^{on} EVAIR étant Ministre de la Guerre.

» Quand des obligations, des devoirs importants sont imposés, il est juste d'accorder à ceux qui doivent les remplir, les avantages et les dédommagements qui peuvent résulter de l'accomplissement de ces obligations.

» La loi devant donner à tous ceux qui suivent la carrière des armes l'assurance d'une juste participation aux grades et à l'avancement, le Gouvernement y puisera plus de force et d'action, pour rendre justice à tous, en se conformant aux dispositions légales.

» Mais pour qu'une loi soit durable, il faut combiner toutes ses parties, en mesurer la portée et être assuré de la possibilité de son exécution. (Exposé des motifs accompagnant le projet de loi présenté par M. le Ministre de la Guerre relatif à l'avancement des officiers. Chambre des Représentants. Séance du 5 avril 1835.)

» Le plus ou moins de capacité de l'officier, le plus ou moins d'aptitude qu'il montre pour tel ou tel commandement, le plus ou moins de confiance qu'il inspire, soit par sa conduite, soit par son caractère, soit par son instruction, et enfin le maintien d'une bonne discipline exigent que le pouvoir exécutif ait, sinon son libre arbitre, du moins une certaine latitude en ce qui concerne la position dans laquelle peuvent être placés les officiers.

» Votre Section centrale a donc adopté unanimement, Messieurs, le principe sur lequel est fondé le projet de loi. Elle n'a pas vu avec M. le Ministre de la Guerre, dans les réclamations qui ont été fréquemment présentées et qui même ont en quelquefois du retentissement jusque dans les Chambres, la preuve de ce qu'on ne juge pas toujours sainement des devoirs et des droits du Gouvernement en cette matière, mais elle a pensé qu'aussi bien dans l'intérêt de l'officier qui y trouvera des garanties qu'il doit désirer, que dans l'intérêt du Gouvernement qui en verra son action fortifiée, il importait de régler par la loi, et ces mêmes devoirs et ces mêmes droits et garanties auxquels le Ministre a fait allusion. (Rapport fait par M. Desmazières, au nom de la Section centrale chargée de l'examen du projet de loi sur la position des officiers. Chambres des Représentants. Séance du 16 avril 1836.)

» L'armée existe de fait; elle a une organisation qui n'est pas, à la vérité, le fruit de règles arrêtées *a priori*, mais elle est au moins établie d'après les besoins et de manière à pouvoir opposer à l'ennemi une force réelle résultant de la com-

binaison des diverses armes qui composent l'ensemble. Cependant, pour donner à ces masses un principe de vie durable, la plus importante chose à faire aujourd'hui c'est la loi d'avancement; par cette loi, on fixe les droits du passé, on les combine avec les services présents et les capacités actuelles, on permet à chacun d'entrevoir son avenir. Sans cette loi, au contraire, l'arbitraire, qui remplace la règle, inspire la défiance, et la vie militaire, au lieu d'offrir à ceux qui l'embrassent une carrière honorable, où le dévouement au pays, la bravoure et les capacités puissent trouver emploi et récompense, deviendrait le pis aller de ceux qui, n'ayant pu faire utiliser ailleurs leurs facultés, s'y engageraient sans vocation et le plus souvent par nécessité.

» Il y a pour toute loi d'avancement un double but à atteindre, récompenser l'ancienneté et combiner les droits du mérite avec certaines conditions de temps de service; il y a donc deux règles à consacrer celle qui stipule en faveur de l'ancienneté, celle qui détermine l'avancement au choix. » (Rapport fait par M. De Puydt, au nom de la Commission chargée de l'examen du projet de loi sur l'avancement des officiers de l'armée. Chambre des Représentants. Séance du 17 mars 1836.)

Des mesures législatives consacrant de tels principes devraient produire une œuvre durable; on en a la preuve dans le fait, qu'à part une seule modification qui y fut apportée en 1888, les lois du 16 juin 1836, règlent encore présentement les conditions de la position et de l'avancement des officiers.

Il ne s'agit donc pas aujourd'hui pour nous, de modifier profondément les conditions de la position et de l'avancement des officiers, mais de mettre ces mêmes conditions en harmonie avec l'organisation nouvelle de l'armée, sans modifier pour les raisons que nous venons d'exposer, les principes qu'elles consacrent, mais d'adopter les conditions précitées aux besoins qui sont dictés par les leçons de la guerre.

Telles sont les règles qui ont inspiré les travaux de notre Commission spéciale qui a cherché en l'occurrence à doter l'armée d'un statut bien étudié et bien équilibré.

* * *

Dans le projet de loi qui nous est soumis, le Gouvernement a cru devoir fusionner avec les mesures législatives relatives à l'avancement des officiers, celles relatives à la position de ceux-ci.

Questionné à ce sujet, M. le Ministre de la Défense Nationale a bien voulu répondre que cette fusion a été inspirée dans un but de simplification; votre Commission, n'entrevoiant de ce chef aucune objection, s'est ralliée à cette manière de voir.

La loi du 28 Germinal, an VI, réglant les conditions de l'avancement dans la gendarmerie, plusieurs membres, ont désiré connaître les raisons qui avaient prévalu à l'effet de prévoir dans le nouveau statut des règles relatives à l'avancement des officiers de gendarmerie :

Il résulte de la réponse de M. le Ministre de la Défense Nationale que les règles préconisées dans le projet de loi, respectent les conditions d'équilibre en

matière d'avancement en ce qui concerne respectivement l'armée et la gendarmerie, c'est la raison pour laquelle celles-ci figurent dans le nouveau statut.

* * *

La Commission a adopté sans contestation, et dans la forme proposée, les articles 1, 2, 3 et 4.

Avant de se prononcer au sujet de l'article 5, la Commission a demandé à M. le Ministre de la Défense nationale quelques renseignements desquels il résulte que :

« Dans le cas où la loi des cadres réduirait les effectifs en officiers, il serait avisé aux mesures à prendre à l'égard des officiers rendus disponibles. »

» L'arrêté royal qui serait élaboré au cas où la loi serait votée en ce qui concerne le traitement à allouer aux officiers en non activité porterait que les officiers en non activité pour motif de santé ou pour raison de captivité touchent le traitement d'activité de leur grade et que les officiers en non activité par mesure disciplinaire touchent la moitié du traitement d'activité. »

Dans ces conditions, elle a admis les dispositions créant les cinq positions dans lesquelles l'officier peut se trouver, savoir : l'activité, le congé sans solde, la non-activité pour motif de santé, la non-activité pour raison de captivité, la non-activité par mesure disciplinaire. Votre Commission a estimé, avec le Gouvernement, que la position de réforme, qui ne subsistait que par la tradition, doit disparaître de notre législation.

Après un échange de vues au sujet de la question de principe de soumettre à la juridiction militaire et aux ordres du Ministère de la Défense Nationale les officiers en congé sans solde et les officiers en non activité, la Commission a adopté l'article 6, lequel reproduit en la matière les dispositions de la loi du 16 juin 1836.

Les dispositions prévues à l'article 7 ont provoqué, tant dans les sections qu'à la Commission spéciale, des critiques en ce qui concerne l'âge de 21 ans pour l'accession au grade de sous-lieutenant de gendarmerie.

Légalement, rien n'empêche de promouvoir au grade de sous-lieutenant de gendarmerie des jeunes gens de 21 ans, puisque, à cet âge, ils peuvent remplir les fonctions d'officier de police judiciaire.

Cependant, la Commission a estimé qu'il était prudent de ne pas entrer dans cette voie, alors que la règle est de ne pas descendre en dessous de l'âge de 25 ans; d'autre part, un arrêté paru pendant la guerre avait sanctionné ce principe; c'était à bon escient, car un jeune homme de 21 ans ne peut avoir acquis pratiquement une connaissance suffisante des foules avec lesquelles il se trouvera en contact dans des circonstances souvent très délicates et difficiles.

Votre Commission a estimé qu'il faut du tact et du doigté, joints à une énergie n'excluant pas une certaine bienveillance, pour agir utilement sur les masses; dès lors, ces qualités ne peuvent s'acquérir que par l'expérience, en

accomplissant le métier de gendarme aux côtés d'éléments pondérés déjà anciens au corps de gendarmerie.

Si, à côté de ces considérations, on tient compte des connaissances multiples que doit posséder l'officier de gendarmerie en raison de la complexité des fonctions que lui assigne la loi de Germinal, connaissances que l'intéressé ne peut acquérir pratiquement qu'à la suite de stages successifs dans les bureaux de brigade, de district et de compagnie, stages qui sont complétés par le commandement d'une brigade, votre Commission a estimé qu'il y aurait lieu de maintenir l'âge minimum de 25 ans pour l'accession au grade de sous-lieutenant de gendarmerie.

M. le Ministre de la Défense Nationale, s'est rallié au désir de votre Commission, en déposant, le 8 avril 1924, au nom du Gouvernement, l'amendement n° 202, portant entre autres dispositions, que nul ne peut être nommé sous-lieutenant de gendarmerie s'il n'est âgé de 25 ans.

La Commission ayant exprimé le désir de savoir comment M. le Ministre de la Défense Nationale entend la répartition prévue à l'article 8, M. le Ministre a bien voulu répondre :

« La question du tiers des nominations de sous-lieutenant au choix du Roi est une reproduction de la loi de 1836 laquelle n'avait fait du reste que reproduire le texte de la loi française de 1832. Pratiquement ce tiers a toujours été réparti par parties égales entre les élèves de l'École militaire et les sous-officiers candidats du cadre. Il ne semble exister aucune raison de modifier ce texte qui n'a jamais que je sache, prêté à équivoque ou donné lieu à inconvénients.

» La remarque finale figurant à l'article 8 ne concerne que les littéras *a* et *b*. »

La Commission a en conséquence adopté cet article.

La Commission a également adopté l'article 19.

L'expérience a démontré que la règle suivie à l'effet de déterminer l'ancienneté sous l'application de la loi de 1836 a donné lieu à de fréquentes divergences de vues inspirées parfois par des intérêts particuliers, en ce qui concerne notamment le classement pour l'accession au grade de général-major et au grade de lieutenant-général.

C'est ainsi que les candidats au grade de lieutenant-général étaient, selon le désir de faire arriver au sommet de la hiérarchie, telle ou telle personnalité, classés par ancienneté au grade de sous-lieutenant ou bien d'après l'ancienneté dans le grade de général-major.

La Commission, considérant que l'avancement a lieu par arme jusqu'à grade de général-major inclusivement, et que, jusqu'à ce grade, tout l'avancement de l'officier a reposé sur le principe de l'ancienneté, a jugé qu'abandonner ce principe au dernier échelon, c'est exposer des généraux-majors, pleins de mérite, mais dont l'accession à ce grade a été moins rapide par suite de vacances ou de retraites moins fréquentes, à servir sous les ordres de lieutenants-généraux plus jeunes, moins anciens, mais qui auront eu la chance d'arriver avant eux au grade de général-major et n'auront été promus qu'en raison de leur ancienneté dans ce grade; pour ces raisons, elle a adopté le principe que les nominations au

grade de lieutenant-général doivent avoir lieu à l'ancienneté du grade de sous-lieutenant.

Elle vous propose l'adoption de l'article 10 ainsi modifié.

La Commission, faisant siennes les remarques présentées par le Gouvernement au sujet des art. 9, 10, 11 et 12 (Exposé des motifs) en ce qui concerne le supplément de trois années d'ancienneté à accorder aux médecins, pharmaciens et vétérinaires pour l'accession au grade de capitaine, et ce, en vue de mettre cette catégorie de militaires sur un pied d'égalité avec les autres services, a jugé qu'il y aurait lieu d'étendre ces dispositions aux officiers de gendarmerie.

M. le Ministre de la Défense Nationale ayant été saisi de cette proposition a bien voulu s'y rallier.

La Commission vous propose l'adoption de l'article 11 ainsi complété.

Les dispositions de l'article 12 apparaissent comme la consécration du principe que les grades d'officier supérieur et d'officier général sont au choix du Roi.

Ces mêmes dispositions sont la résultante de la règle de l'avancement à l'ancienneté par sélection.

Pour ces raisons, la Commission les a adoptées sans contestation et dans la forme proposée par le Gouvernement.

L'article 13 a donné lieu, au sein de votre Commission, à de nombreux et longs échanges de vues, résultant du principe d'exiger respectivement des candidats pour les grades d'officier supérieur et d'officier général, l'exercice d'un commandement préalable dans le grade de capitaine et de colonel.

La Commission estime que c'est principalement dans le grade de capitaine que l'officier se forme dans la pratique de l'administration, en même temps qu'il acquiert l'autorité et l'aptitude au commandement, en dirigeant l'instruction, l'éducation et l'entraînement de l'unité qui lui est confiée. Elle estime, de plus, que la pratique du même commandement constitue la meilleure école pour le commandement d'une unité supérieure, et qu'au surplus, la même règle devait être admise en ce qui concerne l'exercice d'un commandement à la tête d'un régiment ou unité similaire, pour quiconque aspire au commandement d'une grande unité.

C'est dans cette pensée que votre Commission a marqué son accord avec le Gouvernement (art. 19, Exposé des motifs, p. 3) lorsque ce dernier expose qu'« il est nécessaire, au point de vue de la valeur des unités de l'importance du régiment et des unités supérieures, que les chefs qui sont placés à leur tête y acquièrent toute l'expérience voulue par une pratique suffisante ». (Exposé des motifs, art. 19.)

En conséquence de ce qui précède, la Commission a demandé à M. le Ministre de la Défense Nationale de bien vouloir l'éclairer au sujet de la durée des commandements préalables à astreindre les officiers éloignés de la troupe.

Dans cet ordre d'idées, elle a demandé en même temps à M. le Ministre, à être fixée au sujet des exemptions qu'il y aurait lieu d'introduire à l'effet de réduire la durée du commandement préalable chez les officiers dont la présence est indispensable dans l'emploi qu'ils occupent.

A cette question, M. le Ministre a bien voulu répondre :

« La nécessité pour les officiers occupant des fonctions spéciales d'exercer pratiquement un commandement à la troupe retient de façon permanente l'attention toute spéciale du Comité d'Armée dont les membres ont à donner leur avis pour les propositions d'avancement.

» Chacun de ces cas particuliers est examiné de façon toute spéciale, non seulement pour les officiers des cadres actifs, mais même pour l'accession aux grades de major, de lieutenant-colonel et de colonel dans le cadre de réserve.

» Les avis des chefs qui ont sous leurs ordres les officiers intéressés durant la période de manœuvres sont exigés à cet égard.

» Il semble dans ces conditions qu'il serait peu opportun de fixer une quotité arithmétique d'exercice effectif et permanent du commandement.

» Ils appartiennent à l'autorité supérieure — et la responsabilité du Ministre est entière à cet égard — de veiller à ce que les compétences spéciales soient utilisées au mieux des intérêts de l'armée.

Votre Commission a jugé, pour les raisons ci-après, ne pas pouvoir se rallier à cette manière de voir.

On admet difficilement, dans la masse, que des officiers brevetés d'état-major ou d'autres, n'ayant presque jamais servi à la troupe et ayant franchi dans les bureaux les divers échelons de la hiérarchie, à l'abri des responsabilités et des risques divers que comporte tout commandement effectif, viennent, à certain moment, occuper un emploi ou un commandement devenu vacant, alors que leurs camarades servant dans cette même unité ont des droits ouverts à cet emploi ou à ce commandement.

C'est la raison pour laquelle, à chacun de ses grades, l'officier détaché, qu'il soit breveté ou non, doit tenir à exercer réellement un commandement à la troupe.

Une condition doit primer ici toutes les autres : l'aptitude au commandement ; d'où la nécessité de faire prendre à l'officier qui aspire au grade supérieur, le contact de la troupe, seule école où se révèlent les aptitudes au commandement.

En alternant ainsi le service à la troupe avec le service dans les états-majors et dans les autres emplois spéciaux, il ne peut en résulter, chez les officiers d'avenir, qu'un accroissement de leur valeur professionnelle ; c'est pour avoir méconnu ce principe que tant d'officiers, dont la réputation était cependant bien assise, n'ont pas donné, au début de la guerre, ce qu'ils promettaient en temps de paix.

Le système a d'ailleurs fait ses preuves au front où l'on a vu des officiers d'états-major qui, ayant brigué l'honneur d'exercer devant l'ennemi un commandement effectif, ont ainsi affirmé leur supériorité, en montrant qu'ils savaient être à la fois de parfaits officiers d'état-major et de bons commandants de troupe.

L'exemple de notre grande voisine et amie, la France, mérite, sous ce rapport, d'être médité.

L'armée française, après la guerre de 1870, a supprimé le corps spécial d'État-

major, en le remplaçant par un corps largement ouvert, où les officiers brevetés, après avoir pris des commandements, occupaient des fonctions dans les états-majors pour retourner ensuite à la troupe.

C'est ce corps ainsi constitué qui a fourni l'admirable pléiade de chefs militaires, dans la plus haute et la plus belle acception du mot; c'est également ce corps qui a assumé la préparation de la mobilisation et la remarquable conduite des opérations militaires sur les divers fronts, au cours de la campagne 1914-1918.

Dans cette pensée, votre Commission vous propose de compléter l'article 13 par des textes comportant deux ans de commandement actif dans le grade de capitaine, et un an de commandement actif dans le grade de colonel.

L'article 14 n'a soulevé aucune objection.

Votre Commission, estimant que les officiers de gendarmerie étaient l'objet d'un recrutement spécial, et que la formation de ces mêmes officiers résultait de leur service spécial, a jugé que les dispositions de l'article 15 ne visaient en aucun point le corps de gendarmerie.

Elle a introduit, à cet effet, un amendement dont elle vous demande l'adoption.

La Commission a adopté les articles 16 et 17, lesquels sont reproduits de la loi de 1836.

Après avoir longuement délibéré au sujet des remarques et des observations présentées à l'Exposé des motifs au sujet de l'article 18, votre Commission s'est ralliée aux conclusions du Gouvernement.

Elle a adopté cet article sous condition de le voir compléter par la disposition ci-après :

« Les avis de cette Commission militaire spéciale, pourront être déférés par l'intéressé, à une Commission supérieure d'appel dont la composition est déterminée par arrêté royal; elle est présidée par un conseiller à la Cour d'appel.

» Elle statuera dans les délais et formes à déterminer par un arrêté royal. »

L'article 19 a été adopté sans observations.

Le 3^e alinéa de l'article 20 apporte dans le nouveau statut une disposition restrictive qui n'existait pas dans la loi de 1836.

Un membre a fait ressortir que cette disposition spécifiant qu'en cas de rappel à l'activité, l'officier titulaire d'un grade honoraire reprend le grade effectif dont il était revêtu au moment de sa mise à la pension de retraite, il en résultera, dans le cas considéré, une mesure injuste et vexatoire vis-à-vis de l'officier qui vient, en cas de guerre, se mettre à la disposition de son pays.

Pour ces raisons, le même membre proposait de compléter l'article 21 par un texte spécifiant que le 3^e alinéa de l'article 20 n'est pas applicable en temps de guerre.

Votre Commission ne s'est pas ralliée à cette suggestion.

Les dispositions de l'article 21 résultent des enseignements de la guerre; elles consacrent implicitement le principe d'un avancement spécial en temps de paix et d'un avancement spécial en temps de guerre.

Cet article a été adopté sans contestation.

Le projet de loi a été adopté dans toutes les sections.

Sous bénéfice des observations ci-dessus votre Commission s'est prononcée à l'unanimité pour son adoption.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers.	Wetsontwerp betreffende den stand en de bevoor- dering der officieren.
AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LA COMMISSION SPÉCIALE.	AMENDEMENTEN INGEDIEND DOOR DE BIJZONDERE COMMISSIE
ART. 10.	ART. 10.
Rédiger le deuxième alinéa comme suit :	Lid 2 te lezen als volgt :
Les nominations au grade de lieutenant-général, dans l'état-major général, ont lieu à l'ancienneté du grade de sous-lieutenant parmi les généraux-majors appartenant à toutes les armes.	De benoemingen tot den graad van luitenant-generaal, bij den generalen staf, geschieden naar de dienstjaren in den graad van onderluitenant onder de generaal-majors van al de wapens.
ART. 11.	ART. 11.
Insérer après le premier alinéa, l'alinéa nouveau ci-après :	Na lid 1, het volgende lid in te voegen :
<i>Les médecins, les pharmaciens, les vétérinaires et les officiers de gendarmerie bénéficieront d'un supplément d'ancienneté de trois ans pour l'accès au grade de capitaine.</i>	<i>Voor de geneesheeren, de apothekers, de paardenartsen en de officieren der gendarmerie komt een aanvullende dienstouderdom van drie jaar in aanmerking tot het bekomen van den graad van kapitein.</i>
ART. 13.	ART. 13.
Compléter cet article comme suit :	Dit artikel aan te vullen als volgt :
Cinq ans dans le grade de capitaine,	Vijf jaar in den graad van kapitein,

dont deux ans dans l'exercice d'un commandement actif à la troupe.

Trois ans dans le grade de colonel, dont un an dans l'exercice d'un commandement actif à la troupe.

ART. 15.

Ajouter un 4^e alinéa rédigé comme suit :

Les dispositions du présent article ne visent en aucun point le Corps de Gendarmerie dont tous les officiers doivent être issus de ce corps spécial.

ART. 18

Ajouter un 2^e alinéa rédigé comme suit :

Les avis de cette Commission militaire spéciale pourront être déférés par l'intéressé, à une commission supérieure d'appel dont la composition est déterminée par arrêté royal; elle est présidée par un conseiller à la Cour d'appel.

Cette Commission supérieure d'appel statuera dans les délais et formes à déterminer par un arrêté royal.

Le Rapporteur,
ÉDOUARD RICHARD.

waarvan twee jaar in de uitoefening van een werkelijk commando bij den troep.

Drie jaar in den graad van kolonel, waarvan een jaar in de uitoefening van een werkelijk commando bij den troep.

ART. 15.

Een lid 4 toe te voegen, luidende :

De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing, in welk opzicht ook, op het Korps der Gendarmerie, waarvan al de officieren uit dit bijzonder korps moeten afkomstig zijn.

ART. 18

Een lid 2 toe te voegen, luidende :

Van de adviezen van die Bijzondere militaire Commissie kan de belanghebbende in beroep komen bij eene hooge commissie van beroep, waarvan de samenstelling bij Koninklijk besluit wordt bepaald; zij wordt voorgezeten door een raadsheer in het Hof van beroep.

Die hooge commissie van beroep doet uitspraak binnen den tijd en op de wijzen te bepalen bij Koninklijk besluit.

Le Président,
MAURICE PIRMEZ.

(Nr 244)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 MEI 1924.

WETSONTWERP BETREFFENDE DEN STAND EN DE BEVORDERING DER OFFICIEREN ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **RICHARD**.

MIJNE HEEREN.

Krachtens artikel 66 van de Grondwet, heeft de Koning het recht de graden in het leger te verleen; artikel 118 zegt dat de wijze van legerwerving wordt bepaald door de wet, en dat deze eveneens de bevordering, de militaire rechten en verplichtingen regelt.

Deze grondwetsbepalingen hebben aanleiding gegeven tot de wetten van 16 Juni 1836 op den stand en de bevordering van de officieren; het is dus volgens deze wetsbepalingen dat het wetsontwerp, dat uwe Bijzondere Commissie had te onderzoeken, werd opgemaakt.

* * *

Wanneer men de bepalingen der wet van 16 Juni 1836 op den stand en de bevordering der officieren beschouwt, dan is men getroffen door de verstandige beginselen die de Regeering en den wetgever te dien tijde hebben geleid om aan het leger en het land eene wet te schenken welke de rechten van den

(1) Algemeene toelichting, nr 448 (1921-1922).

Wetsontwerp, nr 144 (1922-1923).

Amendement, nr 202.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

- a) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Landsverdediging* : de heeren **PIRMEZ**, voorzitter; **BERLOZ**, **L'OVESSE**, **BRIFAUT**, **BUYL**, **DE BURLET**, **DE GÉRADOON**, **DEVÈZE**, **DU BUS DE WANAFFE**, **EKKELERS**, **ERNEST FIEULLIEN**, **HOEN**, **HUTSHAUWER**, **MANSART**, **MARCK**, **MISSIAEN**, **PIERCO**, **RICHARD**, **THEELEN** en **VANDEMEULEBROUCKE**;
- b) *Zes leden door de afdeelingen benoemd* : de heeren **GOLLIER**, **SINZOT**, **CUELENAER**, **VAN DEN EYNDE**, **JANSON** en **MAENHAUT**.

officier waarborgt en zijn stand verzekeren, de actie van de Regeering versterkt, en de waarde van het jonge leger van 1836 verhoogt.

Deze wettelijke maatregelen komen ons voor als eene keure door den Staat verleend aan eene categorie van burgers, om reden van hunne lange voorbereiding om de bijzondere kennis te bekomen die de militaire wetenschap uitmaakt.

Uw verslaggever oordeelt het nuttig en gepast hier de volgende uittreksels aan te halen uit de documenten betreffende het wetsontwerp namens de Regeering op de vergadering van 6 April 1835 ingediend door generaal Baron EVAIN, Minister van Oorlog :

« Wanneer er belangrijke verplichtingen en plichten worden opgelegd, dan is het billijk aan degenen die ze moeten naleven, de voordeelen en schadeloosstellingen te verleen die kunnen voortvloeien uit het vervullen van die verplichtingen.

» Daar de wet aan al degenen die de militaire loopbaan volgen de verzekering moet geven van eene billijke deelneming in de graden en in de bevordering, zal de Regeering daarin meer kracht en invloed putten, om rechtvaardig te zijn tegenover allen met zich te houden aan de wetsbepalingen.

Maar opdat eene wet duurzaam weze, moeten alle onderdeelen er van met elkaar verbonden zijn, moet men er de draagkracht van meten en verzekerd zijn van de mogelijkheid harer uitvoering. (Memorie van Toelichting bij het wetsontwerp, ingediend door den Minister van Oorlog, betreffende de bevordering van de officieren. Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergadering van 5 April 1835.)

De mindere of meerdere bekwaamheid van den officier, de mindere of meerdere geschiktheid die hij aan den dag legt voor het een of het ander commando, het min of meer vertrouwen dat hij inboezemt, hetzij door zijn gedrag, hetzij door zijn karakter, hetzij door zijn onderricht, en ten slotte het handhaven van eene goede tucht, eischen dat de uitvoerende macht zoo niet volle vrijheid dan toch eene zekere vrijheid bezit wat betreft den stand waarin de officieren kunnen geplaatst worden.

Uwe Middenafdeeling, Mijne Heeren, heeft dus eenparig het beginsel aangenomen waarop het wetsontwerp is gegrondvest. Zij heeft met den Minister van Oorlog, in de klachten die herhaaldelijk werden geuit en die soms zelfs weerklank vonden in de Kamers, niet het bewijs gezien dat men niet altijd op behoorlijke wijze de plichten en de rechten van de Regeering te dezer zake beoordeelt, maar zij heeft gemeend dat, zoowel in het belang van den officier die daarin de waarborgen zal vinden die hij moet verlangen, als in het belang van de Regeering die daardoor haar invloed zal versterkt zien, men door de wet én deze zelfde plichten én deze zelfde rechten en waarborgen waarop de Minister heeft gezinspeeld, moest regelen. (Verslag van den heer Desmazières, namens de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsontwerp op den stand der officieren. Kamer der Volksvertegenwoordigers. Vergadering van 16 April 1836.)

Het leger bestaat in feite; het bezit eene organisatie die eigenlijk niet de vrucht is van *a priori* vastgestelde regelen, maar het is ten minste ingericht volgens de noodwendigheden, en derwijze dat het tegenover den vijand eene

werkelijke macht kan stellen voortvloeiend uit de versmelting van de verschillende wapens die het geheel samenstellen. Evenwel, om aan deze massa's een principe van duurzaamheid te geven, is het in de eerste plaats noodig thans eene wet op de bevordering te maken. Door deze wet legt men de rechten van het verleden vast, men brengt ze in verband met de tegenwoordige diensten en de tegenwoordige bekwaamheden, men laat iedereen zijne toekomst voorzien. Zonder deze wet daarentegen, boezemt de willekeur, die den regel vervangt, wantrouwen in, en het leger, in plaats van degenen die er in treden eene eervolle loopbaan te bieden, waar de verkleeftheid aan het land, de moed en de bekwaamheden, benutting en belooning kunnen vinden, zou de laatste toevlucht worden voor degenen die hun weg niet konden maken in eene andere loopbaan en zonder eenige roeping, meestal uit noodzakelijkheid, in het leger zouden treden.

Elke wet betreffende de bevordering heeft een dubbel doel: den dienstouderdom beloonen en de rechten van de verdienste overeenbrengen met zekere voorwaarden van dienstdijd; er zijn dus twee beginselen die moeten vastgelegd worden, het beginsel waarbij den dienstouderdom beloond wordt, het beginsel dat de bevordering naar de keuze bepaalt. » (Verslag uitgebracht door den heer De Puydt, namens de Commissie belast met het onderzoek van het wetsontwerp op de bevordering der officieren van het leger. Kamer der Volksvertegenwoordigers. Vergadering van 17 Maart 1836.)

Wetgevende maatregelen die dergelijke beginselen bekrachtigen moesten een duurzaam werk voortbrengen; men vindt er het bewijs van in het feit dat, behalve eene enkele wijziging die er werd aan gebracht in 1888, de wetten van 16 Juni 1836 nu nog de voorwaarden regelen van den stand en de bevordering der officieren.

Het geldt dus hier niet de voorwaarden van den stand en de bevordering der officieren grondig te wijzigen, maar deze voorwaarden in overeenstemming te brengen met de nieuwe organisatie van het leger, zonder de beginselen die zij huldigen te wijzigen, om de redenen die wij aanhaalden, en deze voorwaarden aan te passen aan de noodwendigheden die de lessen van den oorlog hebben geleerd.

Dit zijn de regelen die de werken van de Bijzondere Commissie hebben geleid; zij heeft getracht het leger te begiftigen met een wel bestudeerd en evenwichtig statuut.

*
.

In het wetsontwerp dat u wordt voorgelegd, heeft de Regeering gemeend de wetgevende maatregelen betreffende den stand van de officieren te moeten versmelten met deze betreffende hunne bevordering.

Daarover ondervraagd, antwoordde de Minister van Landsverdediging dat tot deze versmelting werd besloten met het doel tot meer eenvoudigheid te komen; uwe Commissie zag daarin geen bezwaar en heeft zich bij deze zienswijze aangesloten.

De wet van 28 Germinal, jaar VI, regelt de voorwaarden van de bevordering in de gendarmerie; talrijke leden hebben de redenen willen kennen om dewelke, in het nieuwe statuut, de regelen betreffende de bevordering der officieren van de gendarmerie werden opgenomen.

Uit het antwoord van den Minister van Landsverdediging blijkt dat de regelen, bepaald in het wetsontwerp, de voorwaarden eerbiedigen voor het evenwicht in zake bevordering zoowel in het leger als in de gendarmerie. Om die reden staan zij in het nieuwe statuut.

. . .

De Commissie heeft de artikelen 1, 2, 3 en 4 zonder betwisting en in den voorgestelden vorm aangenomen.

Alvorens uitspraak te doen over artikel 5, heeft de Commissie aan den Minister van Landsverdediging enkele inlichtingen gevraagd waaruit het volgende blijkt :

« Moest de wet op het kader de getalsterkte der officieren verminderen, dan dienden maatregelen te worden genomen ten aanzien van de beschikbaar gestelde officieren.

» Het Koninklijk Besluit dat zou genomen worden ingeval de wet wordt goedgekeurd, zou in zake toe te kennen wedde aan de officieren in niet actieven dienst, bepalen dat de in niet-activiteit geplaatste officieren wegens gezondheidsredenen of wegens gevangenschap de activiteitswedde trekken van hunnen graad en de officieren in niet-activiteit geplaatst wegens tuchtmaatregelen, de helft van de activiteitswedde. »

Onder deze omstandigheden heeft zij de bepalingen aangenomen, waardoor de vijf standen worden opgericht, waarin de officier kan verkeer, namelijk : de activiteit, het verlof zonder soldij, de niet-activiteit wegens gezondheidsredenen, de niet-activiteit wegens gevangenschap, de niet-activiteit wegens tuchtmaatregelen. Met de Regeering, was uwe Commissie van gevoelen, dat de stand die het gevolg is van reforme en slechts door het gebruik werd gehandhaafd, uit onze wetgeving moest verdwijnen.

Na eene gedachtenwisseling over het beginsel-vraagstuk, te weten of het geval der officieren met verlof zonder soldij en der officieren in niet-activiteit, aan de militaire rechtsmacht en aan de bevelen van den Minister van Landsverdediging moet worden onderworpen, heeft de Commissie artikel 6 goedgekeurd, waarin de bepalingen der wet van 16 Juni 1836 worden overgenomen.

De bepalingen van artikel 7 hebben, zoowel in de afdeelingen als in de Bijzondere Commissie, critiek uitgelokt wat den leeftijd van 21 jaar betreft om toegang te hebben tot den graad van gendarmerie-onderluitenant.

Volgens de wet is er niets dat belet jongelingen van 21 jaar te bevorderen tot den graad van gendarmerie-onderluitenant, vermits zij op dien leeftijd het ambt van rechterlijk politie-officier kunnen waarnemen.

De Commissie was echter van gevoelen dat men voorzichtigheidshalve dien weg niet mocht inslaan, daar het regel is niet beneden den leeftijd van 25 jaar te dalen; dit beginsel werd trouwens gehuldigd door een besluit tijdens den oorlog verschenen; en dit besluit werd genomen met kennis van zaken; een jongeling van 21 jaar kan immers practischerwijs niet de voldoende menschenkennis bezitten welke hij noodig heeft in de soms zeer kiesche en moeilijke gevallen.

Uwe Commissie was van gevoelen dat er tact en handigheid noodig zijn, gepaard met krachtadigheid zonder eene zekere welwillendheid uit te sluiten,

om op heilzame wijze de massa te beïnvloeden; nu, deze hoedanigheden kan men slechts bekomen door de ervaring opgedaan in het uitoefenen van het ambt van gendarm naast bezadigde mannen die geruimen tijd in de gendarmerie hebben gediend.

Wanneer men, naast deze beschouwingen, rekening houdt met de velerlei kennis die de gendarmerie-officier moet bezitten uit hoofde van de ingewikkelde bezigheden die de wet van Germinal hem oplegt, kennis die hij slechts praktisch kan verwerven na achtereenvolgens te hebben dienst gedaan in de bureelen van de brigade, van het district en van de compagnie, welke dienst dan voltooid wordt door het commando over eene brigade, heeft uwe Commissie geoordeeld dat de minimumleeftijd van 25 jaar moest gehandhaafd blijven voor het bekomen van den graad van onderluitenant bij de gendarmerie.

De Minister van Landsverdediging heeft aan den wensch van uwe Commissie voldaan, met op 8 April 1924, namens de Regeering, een amendement in te dienen (n^o 202), waarbij onder meer wordt bepaald dat niemand tot onderluitenant bij de gendarmerie kan benoemd worden indien hij niet 25 jaar oud is.

De Commissie heeft willen weten hoe de Minister van Landsverdediging de verdeeling verstaat welke wordt voorzien in artikel 8. Het antwoord luidde :

« De bepaling waarbij een derde van de benoemingen van onderluitenant aan 's Konings keuze wordt overgelaten, is overgenomen uit de wet van 1836 die ten andere maar eene herhaling is van den tekst der Fransche wet van 1832. In de praktijk werd dit derde steeds verdeeld, met gelijke deelen, over de leerlingen van de Militaire School en de onderofficieren-candidaten uit het kader. Er schijnt geene reden te bestaan om dien tekst te wijzigen, die naar mijn weten nooit tot eenige dubbelzinnigheid of tot bezwaren aanleiding heeft gegeven.

» De opmerking aan het slot van artikel 8 betreft alleen de litterae *a* en *b*. »

Dienvolgens heeft de Commissie dit artikel aangenomen.

De Commissie heeft evenzoo artikel 9 aangenomen.

De ondervinding heeft geleerd dat de regel, gevolgd voor het bepalen van den dienstouderdom bij toepassing der wet van 1836, aanleiding heeft gegeven tot herhaaldelijk meeningsverschil, vaak ingegeven door persoonlijke belangen, wat namelijk betreft de classeering voor het bekomen van den graad van generaal-majoor en van den graad van luitenant-generaal.

Zoo waren de kandidaten voor den graad van luitenant-generaal, volgens men verlangde deze of gene personnaliteit het toppunt der hiërarchie te doen bereiken, geclasseerd naar den dienstouderdom en graad van onderluitenant of wel naar den dienstouderdom en den graad van generaal-majoor.

De Commissie, overwegende dat de bevordering naar het wapen geschiedt tot aan den graad van generaal-majoor inbegrepen, en dat, tot aan dien graad, de bevordering van den officier heelemaal stemde op het beginsel van den dienstouderdom, heeft geoordeeld dat, met dit beginsel aan de laatste sport te verlaten, men de verdienstelijke generaal-majors, wier benoeming tot dien graad minder snel ging ten gevolge van vacaties of van minder voorkomende aftre-

dingen, blootstelde te moeten dienen onder het commando van jongere luitenant-generaals, met minder dienstjaren maar die het geluk hadden eer dan dezen den graad van generaal-majoor te bereiken, en slechts bevorderd werden wegens hun getal dienstjaren in dien graad; om deze redenen, heeft zij als beginsel aangenomen dat de benoemingen tot den graad van luitenant-generaal moeten geschieden naar den dienstouderdom in den graad van onderluitenant.

Zij stelt u voor het aldus gewijzigd artikel 10 aan te nemen.

De Commissie die de aanmerkingen overneemt van de Regeering betreffende de artikelen 9, 10, 11 en 12 (Toelichting) in zake het toevoegen van drie jaar diensttijd voor de geneesheeren, apothekers en paardenarsten voor het bekomen van den graad van kapitein, om deze reeksen militairen op gelijken voet te stellen met de andere diensten, meent dat die beschikking ook moet voorzien worden voor de officieren der gendarmerie.

De Minister van Landsverdediging heeft zich wel willen aansluiten met dit voorstel.

De Commissie stelt u voor het aldus aangevuld artikel 11 aan te nemen.

De bepalingen van artikel 12 komen voor als zijnde de bestendiging van het beginsel, waarbij de graden van hooger officier en generaal aan de keuze van den Koning worden overgelaten.

Diezelfde bepalingen zijn het gevolg van den regel der bevordering door ouderdom in dienst bij keuze.

Voor die redenen heeft de Commissie ze eenparig aangenomen zooals zij voorgesteld werden door de Regeering.

Artikel 13 heeft in de Commissie aanleiding gegeven tot lange besprekingen over het beginsel waarbij geëischt wordt dat de candidaat hooger officier en generaal onderscheidenlijk een voorafgaandelijk bevel hebben uitgeoefend als kapitein en kolonel.

De Commissie is van meening dat de officier voornamelijk in den graad van kapitein vertrouwd word met de bestuurspraktijk, het noodige gezag en de bevoegdheid verkrijgt als bevelvoerder, door de leiding, de onderrichting en het drillen der eenheid die hem toevertrouwd wordt. Zij meent dat de uitoefening van dit bevelhebberschap de beste school is tot het bevel over een grootere eenheid, en dat daarbij dezelfde regel zou moeten aangenomen worden wat het bevelhebberschap betreft over een regiment of dergelijke eenheid voor al diegenen die de leiding van een groote eenheid nastreven.

In dien zin is de Commissie het eens met de Regeering (art. 19, Toelichting bl. 3), waar zij zegt dat het uit hoofde van het belang der eenheden, zooals een regiment of nog grootere, noodig is dat degenen die er de leiding van hebben door een voldoende praktijk de noodige ondervinding opdoen.

Dienvolgens heeft de Commissie aan den Minister van Landsverdediging gevraagd haar in te lichten over den duur van het voorafgaande bevelhebberschap dat opgelegd wordt aan een officier die bij den troep niet aanwezig is.

In denzelfden zin heeft zij ook aan den Minister gevraagd ingelicht te worden over de uitzonderingen die zouden voorzien worden om den duur van het voorafgaand bevelhebberschap te verminderen voor de officieren wier aanwezigheid noodzakelijk is in den dienst dien zij betrekken.

Op deze vraag heeft de Minister geantwoord :

« De noodzakelijkheid voor de officieren, met bijzondere ambten bekleed, praktisch een commando bij den troep uit te oefenen, hield de bestendige aandacht gaande van het Legercomité, waarvan de leden advies moeten uitbrengen over de voorstellen tot bevordering.

» Elk dezer bijzondere gevallen wordt zorgvuldig onderzocht, niet alleen voor de officieren van het actief kader, maar zelfs voor de bevordering tot den graad van majoor, luitenant-kolonel en kolonel in het reserve-kader.

» Daarbij wordt geëischt het advies van de oversten, waaraan de betrokken officieren ondergeschikt waren gedurende de legeroefeningen.

» In die voorwaarden, schijnt het weinig gepast eene rekenkundige hoeveelheid te bepalen voor de feitelijke en bestendige uitoefening van het commando.

» Het is zaak van de hoogere overheid en de verantwoordelijkheid van den Minister te dien aanzien blijft volledig-zorg te dragen dat de bijzondere bevoegdheid tot het grootste nut van het leger zou worden aangewend. »

Uwe Commissie heeft, om hoogerstaande redenen, geacht, zich niet bij die zienswijze te kunnen aansluiten.

De massa kan er bezwaarlijk vrede mede hebben dat gebreveteerde staf-officieren of anderen, die nooit bij den troep hebben gediend en in de bureelen de verschillende trappen van de hiërarchie hebben beklommen, ver van welke verantwoordelijkheid en van alle gevaren die elk commando met zich voert, op zeker oogenblik, eene openvallende bediening of commando komen bekleeden, terwijl hunne makkers, die bij dezelfde eenheid dienen, aanspraak kunnen maken op deze bediening of dit commando.

Dat is de reden waarom, voor elken graad, de officier, hij behoore al of niet tot den staf, er prijs moet op stellen een werkelijk commando bij den troep te vervullen.

Eene voorwaarde moet hier den pas op al de overige hebben : de geschiktheid tot het commando; daaruit vloeit de noodzakelijkheid, den officier, die een hooger graad wil bekleeden, in voeling te brengen met den troep, die de eenige school is waar men blijk geven kan van geschiktheid tot het commando.

Met aldus den dienst bij den troep te doen afwisselen met dien bij den staf of in bijzondere bedieningen, zal men de beroepswaarde van onze toekomstige opperofficieren slechts verhoogen; wijl dit beginsel vroeger werd miskend, hebben zoovele officieren, met een gevestigden goeden naam, bij den aanvang van den oorlog, verwachtingen teleurgesteld, die men op hen in vreedestijd had gebouwd.

Het stelsel heeft op het front de beste vruchten afgeworpen en aldaar heeft men staf-officieren gezien die, na de eer te hebben opgeëischt een werkelijk commando voor den vijand uit te oefenen, aldus blijk gaven van hunne superioriteit, met aan te toonen dat zij uitstekende staf-officieren en tevens goede commandanten bij den troep wisten te zijn.

Het voorbeeld van Frankrijk, onzen grooten nahuur en vriend, verdient in dit opzicht te worden overwogen.

Het Fransche leger dat, na 1870, het speciaal Stafkorps heeft afgeschaft, door

het te vervangen door een openstaand korps, waar al de stafofficieren, na commando 's te hebben vervuld, bediening bij de staven bekleedden om vervolgens naar den troep terug te keeren.

Dit aldus samengesteld korps heeft die bewonderenswaardige groep militaire oversten geleverd in de hoogste en de schoonste beteekenis van het woord; dit korps heeft insgelijks de voorbereiding der mobilisatie op zich genomen en de merkwaardige leiding der militaire verrichtingen op de onderscheidene gevechtslinie's tijdens den oorlog 1914-1918.

Door deze gedachte geleid, stelt uwe Commissie u voor, artikel 13 aan te vullen door eene bepaling, waardoor twee jaar commando wordt geeischt in den graad van kapitein en een jaar in den graad van kolonel.

Artikel 14 gaf tot geen enkel bezwaar aanleiding.

Uwe Commissie, van gevoelen zijnde dat de gendarmerie-officieren op bijzondere wijze worden aangeworven, en dat deze officieren in een bijzonderen dienst worden gevormd, was van oordeel dat de bepalingen van artikel 15 in geen deele doelden op het korps der gendarmerie.

Uit dien hoofde legt zij u een amendement ter goedkeuring voor.

De Commissie heeft de artikelen 16 en 17 aangenomen, die overgenomen werden uit de wet van 1836.

Na langdurig beraad over de aanmerkingen en beschouwingen in de Memorie van Toelichting uiteengezet betreffende artikel 18, heeft uwe Commissie zich aangesloten bij de zienswijze der Regeering.

Zij heeft dit artikel aangenomen op voorwaarde dat het door de volgende bepaling wordt aangevuld :

« Van de adviezen van die bijzondere militaire Commissie kan de belanghebbende in beroep komen bij eene Hooge Commissie van beroep waarvan de samenstelling bij Koninklijk besluit wordt bepaald; zij wordt voorgezeten door een raadsheer in het Hof van Beroep.

Die Hooge Commissie van beroep doet uitspraak binnen den tijd en op de wijzen te bepalen bij Koninklijk besluit. »

Artikel 19 werd zonder aanmerkingen aangenomen.

Alinea 3 van artikel 20 brengt in het nieuw statuut eene beperkende bepaling die in de wet van 1836 niet voorkwam.

Een lid deed daarover het volgende opmerken : een officier, bekleed met een eeregraad, die tot de activiteit wordt teruggeroepen, herkrijgt den effectieven graad welken hij bezat tijdens zijne op-pensioenstelling; welnu dat is een onrechtvaardige en ergerende maatregel tegen den officier die, bij oorlogstijd, zich ter beschikking stelt van zijn land.

Om deze redenen stelde een lid voor, artikel 24 aan te vullen door eene bepaling waarbij alinea 3 van artikel 20 niet van toepassing komt bij oorlogstijd.

Uwe Commissie heeft zich bij deze zienswijze niet aangesloten.

De bepalingen van artikel 21 zijn het gevolg van de ervaring tijdens den oorlog opgedaan; feitelijk huldigen zij het beginsel van eene bijzondere bevordering in vreedstijd en eene bijzondere bevordering in oorlogstijd.

Dit artikel werd zonder betwisting goedgekeurd.

. . .

In al de afdeelingen werd het wetsontwerp aangenomen.

Met inachtneming van bovengemelde aanmerkingen heeft uwe Commissie eenparig voor de goedkeuring gestemd.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers.	Wetsontwerp betreffende den stand en de bevoor- dering der officieren.
AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LA COMMISSION SPÉCIALE.	AMENDEMENTEN INGEDIEND DOOR DE BIJZONDERE COMMISSIE
ART. 10. Rédiger le deuxième alinéa comme suit : Les nominations au grade de lieutenant-général, dans l'état-major général, ont lieu à l'ancienneté du grade de sous-lieutenant parmi les généraux-majors appartenant à toutes les armes.	ART. 10. Lid 2 te lezen als volgt : De benoemingen tot den graad van luitenant-generaal, bij den generalen staf, geschieden naar de dienstjaren in den graad van onderluitenant onder de generaal-majors van al de wapens.
ART. 11. Insérer après le premier alinéa, l'alinéa nouveau ci-après : <i>Les médecins, les pharmaciens, les vétérinaires et les officiers de gendarmerie bénéficieront d'un supplément d'ancienneté de trois ans pour l'accès au grade de capitaine.</i>	ART. 11. Na lid 1, het volgende lid in te voegen : <i>Voor de geneesheeren, de apothekers, de paardenartsen en de officieren der gendarmerie komt een aanvullende dienstouderdom van drie jaar in aanmerking tot het bekomen van den graad van kapitein.</i>
ART. 13. Compléter cet article comme suit : Cinq ans dans le grade de capitaine.	ART. 13. Dit artikel aan te vullen als volgt : Vijf jaar in den graad van kapitein.

dont deux ans dans l'exercice d'un commandement actif à la troupe.

Trois ans dans le grade de colonel, dont un an dans l'exercice d'un commandement actif à la troupe.

ART. 15.

Ajouter un 4^e alinéa rédigé comme suit :

Les dispositions du présent article ne visent en aucun point le Corps de Gendarmerie dont tous les officiers doivent être issus de ce corps spécial.

ART. 18.

Ajouter un 2^e alinéa rédigé comme suit :

Les avis de cette Commission militaire spéciale pourront être déférés par l'intéressé, à une commission supérieure d'appel dont la composition est déterminée par arrêté royal; elle est présidée par un conseiller à la Cour d'appel.

Cette Commission supérieure d'appel statuera dans les délais et formes à déterminer par un arrêté royal.

*De Verlaggever,
ÉDOUARD RICHARD.*

waarvan twee jaar in de uitoefening van een werkelijk commando bij den troep.

Drie jaar in den graad van kolonel, waarvan een jaar in de uitoefening van een werkelijk commando bij den troep.

ART. 15.

Een lid 4 toe te voegen, luidende :

De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing, in welk opzicht ook, op het Korps der Gendarmerie, waarvan al de officieren uit dit bijzonder korps moeten afkomstig zijn.

ART. 18.

Een lid 2 toe te voegen, luidende :

Van de adviezen van die Bijzondere militaire Commissie kan de belanghebbende in beroep komen bij eene hooge commissie van beroep, waarvan de samenstelling bij Koninklijk besluit wordt bepaald; zij wordt voorgezeten door een raadsheer in het Hof van beroep.

Die hooge commissie van beroep doet uitspraak binnen den tijd en op de wijzen te bepalen bij Koninklijk besluit.

*De Voorzitter,
MAURICE PIRMEZ.*

ANNEXE AU RAPPORT N° 244.

Bijlage van het verslag n° 244.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers.	Wetsontwerp betreffende den stand en de bevordering der officieren.
--	---

TEXTE AMENDÉ
PAR LA COMMISSION ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER.

Les grades conférés par le Roi dans l'armée depuis et y compris celui de sous-lieutenant, constituent l'état de l'officier.

Tout officier sera pourvu d'un brevet royal du grade qui lui est conféré dans l'armée.

ART. 2.

Le grade est distinct de l'emploi.

Le Roi confère l'emploi du grade et le retire; l'emploi est exercé en vertu de lettres de service du Ministre de la Défense Nationale délivrées d'après les ordres du Roi.

TEKST DOOR DE COMMISSIE
GEWIJZIGD ⁽¹⁾.

EERSTE ARTIKEL.

De door den Koning in 't leger verleende graden, vanaf en met dezen van onderluitenant, bepalen den staat van officier.

Ieder officier ontvangt een koninklijk brevet, houdende den graad die hem bij 't leger wordt gegeven.

ART. 2.

De graad is onafhankelijk van het ambt.

De Koning verleent en onttrekt het ambt van den graad; het ambt wordt uitgeoefend krachtens dienstbrieven afgeleverd, naar des Konings bevel, door het Ministerie van Landsverdediging.

(1) Les amendements de la Commission sont imprimés en *caractères italiques*. Ils remplacent et complètent ceux qui figurent à la suite du rapport n° 244.

(1) De amendementen der Commissie zijn *cursief* gedrukt. Daardoor worden vervangen en aangevuld de amendementen, bij het verslag n° 244 gevoegd.

ART. 3.

Il ne peut être accordé de grade sans emploi correspondant.

ART. 4.

Les grades d'officier se succèdent dans l'ordre hiérarchique suivant : sous-lieutenant, lieutenant, capitaine, major, lieutenant-colonel, colonel, général-major, lieutenant-général.

Les trois premiers constituent la catégorie des officiers subalternes; les trois suivants, celle des officiers supérieurs; les deux derniers, celle des officiers généraux.

Pour les officiers des services, les appellations des grades sont complétées par l'indication de la fonction : médecin, pharmacien, vétérinaire, intendant, payeur, comptable, secrétaire, élève-médecin, élève-pharmacien, élève-vétérinaire, etc.

ART. 5.

L'officier se trouve dans l'une des positions suivantes :

1° *A l'activité.* — C'est la position de l'officier des cadres actifs pourvu d'un emploi, détaché à la Colonie ou en mission officielle; de l'officier pensionné pour blessure de guerre maintenu dans un emploi; de l'officier de réserve accomplissant une période de rappel en temps de paix; de l'officier de réserve mobilisé et pourvu d'un emploi.

2° *En congé sans solde.* — C'est la position de l'officier des cadres actifs absent sur sa demande pour une période de trois mois au moins de l'emploi

ART. 3.

Er kan geen graad zonder overeenkomstige betrekking begeven worden.

ART. 4.

De officiersgraden volgen elkaar op in de volgende hiërarchische volgorde : onderluitenant, luitenant, kapitein, majoor, luitenant-kolonel, kolonel, generaal-majoor, luitenant-generaal.

De drie eerste maken de categorie uit der lagere officieren; de drie volgende, die der hoogere officieren; de twee laatste, die der opperofficieren.

Voor de officieren der diensten wordt de graadbenaming aangevuld met die van het ambt : geneesheer, apotheker, paardenarts, intendant, betaalmeester, rekenplichtige, secretaris, leerling-geneesheer, leerling-apotheker, leerling-paardenarts, enz.

ART. 5.

De officier verkeert in een der volgende toestanden :

1° *In activiteit.* — Dat is de stand van den officier uit de werkdadige kaders die een ambt waarneemt, bij de Kolonie werkzaam is of eene officieele opdracht vervult; van den wegens oorlogskwetsuur gepensionneerden officier die in een ambt gehandhaafd blijft; van den reserve-officier die een wederoproepingsdiensttijd vervult in vreedstijd; van den gemobiliseerden reserve-officier die een ambt waarneemt.

2° *Met verlof zonder soldij.* — Het is de stand van den officier uit de werkdadige kaders die, op eigen aanvraag, minstens drie maanden lang het door

qu'il occupe et qui cesse, pendant cette période, de percevoir un traitement.

3^o *En non-activité pour motif de santé.* — C'est la position de l'officier incapable de reprendre son emploi après une période de maladie déterminée par les règlements sur la matière.

4^o *En non-activité pour raisons de captivité.* — C'est la position de l'officier prisonnier de guerre ou interné de guerre.

5^o *En non-activité par mesure disciplinaire.* — C'est la position de l'officier que sa conduite ou sa manière de servir oblige à éloigner de son emploi sans que toutefois la nature ou la gravité des infractions commises puisse motiver la mise en jugement ou provoquer la perte du grade. Elle est prononcée pour une durée de un à trois mois par le Ministre de la Défense Nationale; pour une durée supérieure par le Roi.

ART. 6.

Les officiers en congé sans solde et les officiers en non-activité restent soumis à la juridiction militaire et aux ordres du Ministre de la Défense Nationale.

ART. 7.

(*Tel qu'il a été amendé par le Gouvernement.*)

Nul ne peut être nommé au grade de sous-lieutenant :

1^o Dans les armes et les services s'il n'est âgé de 19 ans accomplis; dans le corps de la gendarmerie s'il n'est âgé de 25 ans accomplis;

hem waargenomen ambt opgeeft en gedurende dien tijd geene wedde trekt.

3^o *Buiten activiteit om gezondheidsredenen.* — Dat is de stand van den officier die zijnen dienst niet kan hernemen na een tijdperk van ziekte, bepaald bij de desbetreffende reglementen.

4^o *Buiten activiteit om reden van gevangenschap.* — Dat is de stand van den officier-krijgsgevangene of oorlogsgeïnterneerde.

5^o *Buiten activiteit wegens tuchtmaatregel.* — Dat is de stand van den officier die om zijn gedrag of zijne dienwijze zijn ambt heeft moeten laten staan zonder, echter, dat de aard of de ernstigheid der begane misstappen aanleiding kan geven tot terechtstelling of berooving van graad. Voor één tot drie maanden, wordt die straf door den Minister van Landsverdediging uitgesproken; voor langer, door den Koning.

ART. 6.

De officieren met verlof zonder soldij en de officieren buiten activiteit blijven onderworpen aan de militaire rechtsmacht en aan de bevelen van den Minister van Landsverdediging.

ART. 7.

(*Zooals het door de Regeering gewijzigd werd.*)

Niemand kan tot den graad van onderluitenant benoemd worden :

1^o Bij de wapens en diensten, indien hij den vollen ouderdom van 19 jaar niet heeft bereikt; bij het gendarmeriekorps, indien hij geen volle 25 jaar oud is;

2° S'il ne satisfait à l'une des conditions suivantes :

a) Dans les armes :

Avoir suivi pendant deux années au moins les cours de l'École militaire en qualité d'élève et avoir satisfait aux conditions spéciales imposées aux élèves de cet établissement d'instruction ;

b) Dans les armes, les services de l'armée et la gendarmerie :

Avoir servi activement pendant deux années au moins en qualité de sous-officier et avoir satisfait à un examen portant sur un ensemble de connaissances littéraires, scientifiques, militaires et administratives, dont le programme est déterminé par arrêté royal. Cet examen est divisé en deux épreuves, dont la première, portant exclusivement sur les connaissances littéraires et scientifiques, peut être subie avant que le candidat n'ait acquis la qualité militaire ;

c) Dans le service de santé :

Avoir servi activement pendant deux années au moins en qualité d'élève de ce service et être porteur d'un des diplômes de premier doctorat en médecine, chirurgie et accouchement ; de pharmacien ou de vétérinaire.

Jusqu'au moment de leur nomination de sous-lieutenant-médecin, sous-lieutenant-pharmacien ou sous-lieutenant-vétérinaire, les officiers-élèves de l'École d'application du service de santé sont dans la position de sous-lieutenant-élève-médecin, sous-lieutenant-élève-pharmacien ou sous-lieutenant-élève-vétérinaire.

2° Indien hij niet aan eene der volgende vereischten voldoet :

a) Bij de wapens :

Ten minste twee jaar lang, als leerling, de lessen aan de Militaire School gevolgd, en voldaan hebben aan de bijzondere voorwaarden opgelegd aan de leerlingen van deze onderwijsinrichtingen ;

b) Bij de wapens, de diensten van het leger en de gendarmerie :

Ten minste twee jaar werkelijken dienst hebben als onderofficier, en een examen afgelegd hebben over een geheel van letterkundige, wetenschappelijke, militaire en administratieve kennis, waarvan het programma bij Koninklijk besluit wordt vastgesteld. Dit examen is verdeeld in twee proeven, waarvan de eerste, die uitsluitend gaat over de letterkundige en wetenschappelijke kennis, mag afgelegd worden vooraleer de candidaat de militaire hoedanigheid heeft verworven ;

c) Bij den geneeskundigen dienst :

Ten minste twee jaar werkelijken dienst hebben als leerling bij deze diensten en houder zijn van een der diploma's van eerste doctoraat in de geneeskunde, heilkunde en vroedkunde, van apotheker of paardenarts.

Tot op 't oogenblik hunner benoeming tot onderluitenant-geneesheer, onderluitenant-apotheker of onderluitenant paardenarts, blijven de officieren-leerlingen der Oefenschool van den geneeskundigen dienst, in den stand van onderluitenant-leerling-geneesheer, onderluitenant-leerling-apotheker of onderluitenant-leerling-paardenarts.

ART. 8.

Les emplois vacants de sous-lieutenant dans les armes et le corps de transports, sont dévolus en principe de la manière suivante :

Un tiers aux élèves de la catégorie *a* visée à l'article 7;

Un tiers aux sous-officiers de la catégorie *b*;

Un tiers au choix du Roi.

La fraction non utilisée pour défaut de candidats par l'une des catégories *a* et *b* accroît à l'autre catégorie.

ART. 9.

L'ancienneté pour l'avancement est déterminé par la date du brevet du grade et par le classement entre les officiers dont le brevet est de la même date.

L'ancienneté relative d'officiers dont le brevet est de la même date et qui appartiennent à des armes différentes, est fixée par l'ancienneté dans le grade de sous-lieutenant. Cette ancienneté, pour les officiers issus de promotions contemporaines de l'École Militaire est déterminée par le classement de sortie, dans lequel les élèves des diverses sections alternent proportionnellement à leur nombre. Elle est fixée, d'après le même principe pour les officiers issus du cadre des sous-officiers et promus sous-lieutenants à la même date, dans des armes différentes.

En ce qui concerne les officiers nommés au grade de sous-lieutenant tandis qu'ils sont élèves dans une école, leur

ART. 8.

De openstaande plaatsen van onderluitenant bij de wapens en bij het verwoerkerps worden, in beginsel, begeben zooals volgt :

Een derde aan de leerlingen der bij artikel 7 bedoelde categorie *a*);

Een derde aan de onderofficieren der categorie *b*);

Een derde naar keuze des Konings.

Het wegens gebrek aan kandidaten door eene der categorieën *a*) en *b*) niet benuttigd breukeijfer komt de andere categorie ten goede.

ART. 9.

De dienstouderdoïn voor bevordering gaat in op den datum van het brevet waarbij de graad verleend wordt, met rangschikking onder de officieren wier brevet denzelfden datum draagt.

De betrekkelijke dienstouderdom van officieren, wier brevet denzelfden datum draagt en die tot verschillende wapens behooren, wordt bepaald volgens den dienstouderdom in den graad van luitenant. Die dienstouderdom, voor de officieren behoorende tot de promoties der Militaire School van denzelfden tijd, wordt bepaald door de eindrangschikking, waarin de leerlingen van de onderscheidene afdeelingen afwisselen naar evenredigheid van hun getal. Hij wordt naar hetzelfde beginsel bepaald voor de officieren benoemd uit het kader der onderofficieren en op denzelfden datum bevorderd tot onderluitenant, bij verschillende wapens.

Wat de officieren betreft die tot den graad van onderluitenant werden benoemd terwijl zij leerling eener school

ancienneté relative est revisée d'après leur classement final à la sortie de l'École.

ART. 10.

L'avancement a lieu par arme jusqu'au grade de général-major inclusivement.

Les nominations au grade de lieutenant-général, dans l'état-major général, ont lieu à l'ancienneté du grade de sous-lieutenant parmi les généraux-majors appartenant à toutes les armes.

ART. 11.

Les grades d'officier subalterne sont conférés à l'ancienneté aux officiers jugés aptes à en exercer les fonctions.

Les médecins, les pharmaciens, les vétérinaires et les officiers de gendarmerie bénéficieront d'un supplément d'ancienneté de trois ans pour l'accession au grade de capitaine.

Ce supplément une fois acquis vaut pour l'accession aux grades ultérieurs.

Les grades d'officier supérieur et d'officier général sont au choix du Roi.

ART. 12.

Tout capitaine, pour accéder au grade de major dans les armes et le corps des transports, doit avoir justifié de ses connaissances militaires professionnelles au cours d'une épreuve pratique dont le programme est déterminé par arrêté royal.

Les officiers brevetés d'état-major sont dispensés de cette épreuve.

zijn, wordt de betrekkelijke dienstouderdom herzien volgens hunne eindrangschikking bij het verlaten van de school.

ART. 10.

De bevordering geschiedt per wapen tot den graad van generaal-majoor inbegrepen.

De benoemingen tot den graad van luitenant-generaal, bij den generalen staf, geschieden *naar de dienstjaren in den graad van onderluitenant* onder de generaal-majors van al de wapens.

ART. 11.

De graden van lager officier worden volgens dienstouderdom begeben aan de officieren, bekwaam bevonden om er het ambt van uit te oefenen.

Voor de geneesheeren, de apothekers, de paardenartsen en de officieren der gendarmerie komt een aanvullende dienstouderdom van drie jaar in aanmerking tot het bekomen van den graad van kapitein.

Die aanvullende dienstouderdom, wanneer hij is bereikt, geldt voor de benoeming tot de latere graden.

De graden van hoogerofficier en operofficier zijn naar keuze des Konings.

ART. 12.

Om tot den graad van majoor bij de wapens en de vervoerkorpsen bevorderd te kunnen worden, moet ieder kapitein blijk hebben gegeven van zijn militaire vakkennis, bij een practische proef, waarvan het programma bij Koninklijk besluit wordt bepaald.

De van den staf gebreveteerde officieren zijn van die proef ontslagen.

Tout capitaine, pour accéder au grade de major dans les services et au corps de la gendarmerie doit avoir justifié de ses connaissances techniques et professionnelles au cours d'un examen dont le programme est déterminé par arrêté royal.

ART. 13.

Les durées minima des services à accomplir effectivement dans chaque grade pour pouvoir être promu au grade immédiatement supérieur sont de :

Trois ans dans le grade de sous-lieutenant;

Deux ans dans le grade de lieutenant;

Cinq ans dans le grade de capitaine;

Trois ans dans le grade de major;

Deux ans dans le grade de lieutenant-colonel;

Trois ans dans le grade de colonel;

Deux ans dans le grade de général-major.

Les capitaines ne peuvent être promus major et les colonels ne peuvent être promus général-major dans les états-majors et dans les armes que s'ils ont exercé un commandement actif à la troupe respectivement pendant deux années au moins comme commandant de compagnie (escadron, batterie, escadron) et pendant une année au moins comme commandant de régiment. Il ne peut être fait exception à ce principe que pour certains emplois techniques ou spécialisés. Chacun de ces cas doit faire l'objet d'un « Rapport au Roi » motivé.

ART. 14.

Tout officier peut être commissionné par le Roi pour exercer l'emploi du grade supérieur.

Om tot den graad van majoor bij de diensten en het gendarmerie-korps bevorderd te kunnen worden, moet ieder kapitein blijk hebben gegeven van zijne technische kennis en vakkunde bij een examen, waarvan het programma bij Koninklijk besluit wordt bepaald.

ART. 13.

De minimum-diensttijd, die in elken graad wezenlijk moet vervuld worden om tot den eerst hooger graad te kunnen bevorderd worden, is de volgende :

Drie jaar in den graad van onderluitenant;

Twee jaar in den graad van luitenant;

Vijf jaar in den graad van kapitein;

Drie jaar in den graad van majoor;

Twee jaar in den graad van luitenant-kolonel;

Drie jaar in den graad van kolonel;

Twee jaar in den graad van generaal-majoor.

De kapiteins kunnen alleen dan tot majoor en de kolonels alleen dan tot generaal-majoor bij den staf en bij de wapens bevorderd worden wanneer zij een werkelijk commando bij den troep hebben uitgeoefend onderscheidenlijk gedurende ten minste twee jaar als compagniecommandant (eskadron-batterij-eskadron) en gedurende ten minste één jaar als regimentscommandant. Van dit beginsel mag niet afgeweken worden tenzij voor zekere technische of gespecialiseerde betrekkingen. Voor elk dier gevallen wordt vereischt een gemotiveerd « Verslag aan den Koning ».

ART. 14.

Ieder officier mag door den Koning aangesteld worden om het ambt van den hooger graad uit te oefenen.

La situation de l'officier commissionné est réglée par arrêté royal organique.

ART. 15.

L'officier ne peut être versé d'une arme ou service dans une autre arme ou service que sur sa demande et seulement quand l'intérêt de l'armée l'exige. Dans ce cas, il prend rang dans son arme ou service nouveau, avec son grade et son ancienneté de sous-lieutenant.

Il y est classé à la suite des officiers nommés sous-lieutenants à la même date que lui.

Tout officier peut être désigné en tout temps pour faire le service dans n'importe quelle arme ou service.

Les dispositions du présent article ne visent en aucun point le Corps de Gendarmerie dont tous les officiers doivent être issus de ce corps spécial.

ART. 16.

Nul ne peut obtenir d'avancement pendant qu'il est dans la position de non-activité ou en congé sans solde.

ART. 17.

Le temps passé en congé sans solde — sauf par mise à la disposition d'un autre département ministériel ou pour cause de mission officielle — et le temps passé en non-activité par mesure disciplinaire sont décomptés de l'ancienneté d'officier.

La moitié du temps passé en non-

De toestand van den aangestelden officier wordt bij een Koninklijk inrichtingsbesluit geregeld.

ART. 15.

Alleen wanneer hij zulks aanvraagt en als het belang van het leger het vereischt, kan de officier van een wapen of dienst tot een ander wapen of een anderen dienst overgaan. In dit geval neemt hij rang bij zijn nieuw wapen of nieuwen dienst met zijn graad en dienstouderdom, als onderluitenant.

Hij wordt er gerangschikt achter de op denzelfden datum als hij tot onderluitenant benoemde officieren.

Ieder officier mag eender wanneer aangewezen worden om dienst te doen in om het even welk wapen of welken dienst.

De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing, in welk opzicht ook, op het Korps der Gendarmerie, waarvan al de officieren uit dit bijzonder korps moeten afkomstig zijn.

ART. 16.

Niemand kan bevordering bekomen, terwijl hij buitenactiviteit of met verlof zonder soldij is.

ART. 17.

De tijd doorgebracht met verlof zonder soldij — behalve het geval waarin een officier ter beschikking van een ander ministerieel Departement wordt gesteld, of wegens eene officieele opdracht — en de tijd doorgebracht buiten activiteit bij tuchtmaatregel, worden van den dienstouderdom *als officier* afgetrokken.

De helft van den tijd doorgebracht

activité pour motif de santé est décomptée de l'ancienneté d'officier.

ART. 18.

En ce qui concerne l'officier prisonnier et interné, une commission militaire spéciale dont la composition est déterminée par arrêté royal, propose au Roi, en tenant compte des circonstances de la capture ou de l'internement et de la conduite de l'intéressé pendant sa non-activité, les conséquences qui doivent être attachées à celle-ci relativement à son ancienneté.

Les avis de cette Commission militaire spéciale pourront être déférés par l'intéressé, à une Commission supérieure d'appel dont la composition est déterminée par arrêté royal; elle est présidée par un conseiller à la Cour d'appel.

Cette Commission supérieure d'appel statuera dans les délais et formes à déterminer par un arrêté royal.

ART. 19.

Un lieutenant-général n'est appelé au commandement d'un corps d'armée que si son âge lui permet d'exercer ce commandement pendant deux années au moins.

Un général-major n'est appelé par nomination au grade supérieur ou par commissionnement, au commandement d'une division d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie lourde (ou commandement similaire) que si son âge lui permet d'exercer ce commandement pendant trois années au moins.

buiten activiteit om gezondheidsreden wordt van den dienstouderdom *als officier* afgetrokken.

ART. 18.

Wat den gevangengenomen en geïnterneerden officier aangaat, stelt een bijzondere militaire commissie, waarvan de samenstelling bij Koninklijk besluit wordt bepaald, den Koning de gevolgen voor die wegens de buiten activiteit den dienstouderdom van den belanghebbende dienen te wijzigen, mits rekening te houden met de omstandigheden waaronder hij werd gevangengenomen of geïnterneerd, en met zijn gedrag gedurende den tijd dat hij buiten activiteit was.

Van de adviezen van die bijzondere militaire commissie kan de belanghebbende in beroep komen bij eene Hooge Commissie van beroep, waarvan de samenstelling bij Koninklijk besluit wordt bepaald; zij wordt voorgezeten door een raadsheer in het Hof van beroep.

Die Hooge Commissie van beroep doet uitspraak binnen den tijd en op de wijzen te bepalen bij Koninklijk besluit.

ART. 19.

Een luitenant-generaal wordt het commando over een legerkorps maar toevertrouwd indien hij niet te oud is om dit commando ten minste twee jaar lang te kunnen uitoefenen.

Een generaal-majoor wordt maar bij benoeming tot een hooger en graad of bij aanstelling tot het commando over een infanterie-, cavalerie-, zware artilleriedivisie (of gelijkwaardig commando) geroepen, indien hij niet te oud is om dit commando ten minste drie jaar lang te kunnen uitoefenen.

Un colonel n'est appelé par nomination au grade supérieur ou par commissionnement, au commandement d'une infanterie divisionnaire, d'une brigade de cavalerie, d'une artillerie de corps d'armée (ou commandement similaire) que si son âge lui permet d'exercer ce commandement pendant trois années au moins.

Un lieutenant-colonel n'est appelé par nomination au grade supérieur ou par commissionnement, au commandement d'un régiment (ou commandement similaire) que si son âge lui permet d'exercer ce commandement pendant trois années au moins.

Ne sont plus promus au grade supérieur dans les armes et le corps des transports :

Les majors dès qu'ils ont atteint l'âge de 53 ans;

Les capitaines, dès qu'ils ont atteint l'âge de 50 ans.

ART. 20.

Le Roi peut accorder un grade honoraire à l'officier mis à la pension de retraite, à la condition qu'il ait accompli dans le dernier grade effectif la durée minimum de service fixée par l'article 12 et qu'il soit en ordre utile d'ancienneté vis-à-vis des officiers à l'activité de son arme ou de son service.

Le grade honoraire ne confère à l'officier qui en est pourvu que le privilège d'en porter le titre et les marques distinctives sans aucun droit à l'exercice d'un commandement ou fonction militaire.

En cas de rappel à l'activité, l'officier titulaire d'un grade honoraire reprend le grade effectif dont il était revêtu au

Een kolonel wordt maar bij benoeming tot een hooger grad of bij aanstelling tot het commando over een divisie-infanterie, een cavalerie-brigade, een legerkorps-artillerie (of gelijkwaardig commando) geroepen, indien hij niet te oud is om dit commando ten minste drie jaar lang te kunnen uitoefenen.

Een luitenant-kolonel wordt maar bij benoeming tot een hooger grad of bij aanstelling tot het commando over een regiment (of gelijkwaardig commando) geroepen, indien hij niet te oud is om dit commando ten minste drie jaar lang te kunnen uitoefenen.

Worden bij de wapens of vervoerkorpsen niet meer tot den hooger grad bevorderd :

De majoors, zoodra zij 53 jaar oud zijn;

De kapiteins, zoodra zij 50 jaar oud zijn.

ART. 20.

De Koning kan een eeregraad verleen aan den op rustpensioen gestelden officier, op voorwaarde dat hij in den laatsten wezenlijken grad den bij artikel 12 bepaalden minimumtijd heeft gediend en dat hij, vergeleken met de officieren in activiteit van zijn wapen of dienst, den vereischten dienstouderdom hebbe.

De eeregraad verleent aan den officier, die er houder van is, slechts het voorrecht er den titel en de uiterlijke ken-teekens van te dragen, zonder om 't even welk recht te hebben op de uitoefening van een commando of een gelijkwaardig ambt.

In geval van wederoproeping tot activiteit, herneemt de officier, houder van een eeregraad, zijn wezenlijken grad

moment de sa mise à la pension de retraite.

ART. 21.

Lorsque l'armée est mobilisée pour la guerre, les règles établies par les articles 7, 8, 10, 12, 13 et 19 ne sont pas applicables.

ART. 22.

Sont abrogés :

L'arrêté du Gouvernement provisoire en date du 14 décembre 1830 sur l'attribution des grades honoraires; la loi du 28 Germinal, an VI sur l'avancement de la gendarmerie; la loi du 16 juin 1836 sur l'avancement des officiers, modifiée par la loi du 6 mai 1888; la loi du 16 juin 1836 qui fixe la position des officiers et les lois des 26 juin 1899 et du 25 mai 1914 portant réorganisation du personnel du service de santé et du service vétérinaire.

van op 't oogenblik zijner oppensioenstelling.

ART. 21.

Wanneer het leger voor den oorlog wordt gemobiliseerd, zijn de bij artikelen 7, 8, 10, 12, 13 en 19 vastgestelde regelen niet toepasselijk.

ART. 22.

Worden ingetrokken :

Het besluit van het Voorloopig Bewind in datum van 14 December 1830, op de toekenning van eeregraden; de wet van 28 Germinal jaar VI op de bevordering bij de gendarmerie; de wet van 16 Juni 1836, op de bevordering der officieren, gewijzigd bij de wet van 6 Mei 1888; de wet van 16 Juni 1836, ter vaststelling van den stand der officieren; en de wetten van 26 Juni 1899 en 25 Mei 1914, houdende herinrichting van het personeel van den geneeskundigen dienst en den veeartsenijkundigen dienst.